

Editorial

C'est la première fois en France, que la Commission nationale du Débat public, autorité administrative indépendante, organisait plusieurs débats publics touchant au nucléaire : débats sur l'EPR à Flamanville et la ligne à très haute tension d'évacuation de son énergie, débat sur la gestion des déchets nucléaires, débat sur le réacteur ITER de fusion thermonucléaire contrôlée à Cadarache. C'était une nouveauté majeure dans un pays où, traditionnellement, non seulement les décisions ont toujours relevé de l'exécutif et/ou de l'industrie nucléaire bien plus que du législatif, mais aussi où le débat préalable à ces décisions a largement échappé au Parlement et complètement à la société civile.

C'est pourquoi l'association Global Chance, en pleine conscience de l'importance comme des risques de ces initiatives, s'y est fortement investie en participant, en tant que telle ou à travers l'implication individuelle de ses membres, à toutes les étapes de la préparation et du déroulement de deux de ces débats, celui sur l'EPR et celui sur la gestion des déchets. Ce parti pris de démarche constructive (qui n'était pas partagé par une partie d'associations plus directement concernées par le nucléaire) s'appuyait sur notre conviction que, malgré ses limites probables, le débat public sur ces questions était un des moyens de contribuer à sortir de l'impasse où nous conduit la monoculture institutionnelle et l'arrogance du lobby nucléaire. Ces procédures nouvelles étaient en quelque sorte l'occasion de vérifier un principe dont nous sommes porteurs depuis l'origine : l'éclairage des décisions par le pluralisme de l'expertise dans le débat est essentiel.

La question suivante mérite donc a posteriori d'être posée : qu'est-ce que la nouveauté de ces processus de débat public a apporté dans le débat nucléaire, sur le fond et sur la méthode ?

De notre point de vue, ces deux débats ont été riches, aussi bien sur le plan thématique que sur le plan de la démarche, en découvertes, en innovations, en rebondissements, en enseignements, mais aussi en frustrations diverses. Nous avons donc souhaité, après un temps de réflexion et de décantation des idées, tenter en dresser un premier bilan et en tirer quelques leçons pour l'avenir. Non pas seuls, mais dans la pluralité des expériences qu'ils ont représenté pour des acteurs issus de mondes très différents.

Pour dresser ce bilan à plusieurs voix, nous avons proposé à quelques-uns des principaux organisateurs et acteurs des deux débats de s'exprimer librement dans ces colonnes, soit sous forme d'entretiens, soit sous forme de tables rondes, soit enfin sous forme de contributions écrites. Pour compléter et éclairer ces différentes contributions nous y avons inséré des déclarations, compte rendus de groupes de travail, extraits de rapports divers, qui nous ont semblé particulièrement significatifs. Nous avons choisi de garder la plupart des propos tenus sans les élaguer, au risque de doublons ou de longueurs, mais au bénéfice d'un approfondissement des propos de chacun.

Cet exercice ne prétend bien évidemment aucunement faire le tour de la question : bien des acteurs n'ont pas pu être contactés, d'autres n'ont pas souhaité s'exprimer dans nos colonnes : c'est ainsi que ce dossier n'intègre, malgré notre souhait, aucune réflexion d'EDF ou de la DGEMP sur le débat consacré au projet EPR. Mais, plus largement, au vu de l'envie manifeste de certains acteurs de refuser par principe tout apport de ce type de processus, ou de considérer ces deux débats comme une parenthèse à refermer au plus vite, il nous a semblé utile de le livrer sans attendre, dans cet état très imparfait, à la réflexion de nos lecteurs. Il sera toujours temps d'enrichir le débat avec de nouvelles contributions ou des réactions dans un prochain numéro des Cahiers de Global Chance.

Nous vous le livrons donc comme une étape de travail dans un long processus d'apprentissage de la transparence et du débat démocratique auquel notre association consacre ses forces. Bonne lecture. ■

Global Chance